

Gros mots d'un chroniqueur politique du *Printemps érable* québécois

Jean BERNATCHEZ

Université du Québec à Rimouski (Canada)

Groupe de recherche Apprentissage et socialisation (APPSO)

Jean.Bernatchez@uqar.ca

REZUMAT: Cuvintele vulgare ale unui cronicar political manifestației „*printemps érable*” (‘primăvara arțarului’) din Québec

În 2011, guvernul din Quebec impune o creștere cu 75% a taxelor de școlarizare universitare. Acest lucru provoacă un protest violent având ca rezultat, din februarie 2012, o grevă pe termen nelimitat a studenților. Efervescența favorizează apoi extinderea crizei și punerea în discuție a guvernului și a politicilor sale de inspirație neoliberală, ceea ce duce la alegeri anticipate în septembrie 2012 și la instalarea unui nou guvern. Această criză politică, „*le printemps érable*” (‘primăvara arțarului’, joc de cuvinte după „*le printemps arabe*” – ‘primăvara arabă’) provoacă o ruptură în cadrul societății din Quebec. Oferim rezultatele unei analize a discursului unui cronicar politic influent, polemist de dreapta și partizan al liniei dure față de studenți: Richard Martineau. Corpusul nostru este format din cronicile sale cotidiene publicate în *Le Journal de Montréal*, notațiile de pe blogul său și *tweet*-urile de pe contul său de Twitter în 2012. Dincolo de argumentațiile sale, este evidențiată forma de exprimare (în special cuvintele vulgare), permițând astfel de a trece în revistă franceza din Quebec sub forma sa argotică, numită *joual* (de la pronunția cuvântului *cheval* - ‘cal’), sociolect născut din cultura populară, dar și sub forma sa mai nobilă, cu utilizarea „quebecismelor” de bună calitate.

CUVINTE-CHEIE: *Quebec*, „primăvara arțarului”, „quebecism”, argou



ABSTRACT: Swear words from a political columnist during Quebec’s *Maple spring*

In 2011, the Quebec government imposed a 75 % raise of university tuition fees. This provoked a student outcry and led them to respond with an unlimited general strike starting in February 2012. This agitation encouraged the spread of the crisis and a questioning of the government and its neoliberal policies, which led to an early election in September 2012 of a new government. This political crisis, known as the *Maple Spring*, triggered a schism in Quebec society. We propose the results of a discourse analysis of the writ-

ings of an influential political columnist, Richard Martineau, who has built a reputation as a right-wing polemicist and hardliner towards students. His daily chronicles published in *Le Journal de Montréal*, as well as his blog posts and tweets from his Twitter account in 2012, constitute the literature reviewed. In addition to his arguments, his use of language (especially the swear words used) is highlighted, showing the slang form of Quebec French (*joual*, a sociolect resulting from popular culture). However, his writings also display the more sophisticated form of the language and the using of more refined *québécoismes*.

KEYWORDS: *Quebec, maple spring, québécoisme, slang*



RÉSUMÉ

En 2011, le gouvernement du Québec impose une hausse de 75 % des frais de scolarité universitaire. Cela suscite un tollé et se traduit à compter de février 2012 par une grève générale illimitée des étudiants. L'effervescence favorise alors un élargissement de la crise et une remise en question du gouvernement et de ses politiques d'inspiration néolibérale, qui conduisent à une élection anticipée en septembre 2012 et au choix d'un nouveau gouvernement. Cette crise politique, le *Printemps érable*, provoque un clivage au sein de la société québécoise. Nous proposons les résultats d'une analyse du discours d'un chroniqueur politique influent, polémiste de droite et partisan de la ligne dure envers les étudiants : Richard Martineau. Notre corpus est constitué de ses chroniques quotidiennes publiées dans *Le Journal de Montréal*, des billets de son blogue et des gazouillis de son compte Twitter en 2012. Au-delà de son argumentaire, la forme de son discours (particulièrement ses gros mots) est mise en évidence, permettant ainsi de rendre compte du français québécois dans sa forme argotique (le *joual*, sociolecte issu de la culture populaire), mais aussi dans sa forme plus noble avec l'utilisation de québécoismes de bon aloi.

MOTS-CLÉS : *Québec, printemps érable, québécoisme, joual*



Introduction



NOUS PROPOSONS DANS cet article, dans une forme succincte, les résultats d'une analyse du discours politique d'un chroniqueur influent au Québec, Richard Martineau. Nous présentons : (1) les caractéristiques de ce locuteur ; (2) le contexte dans lequel se situe son discours, associé au *Printemps érable* de 2012, une crise politique qui provoque un clivage au sein de la

société québécoise; (3) les éléments de ce discours, sur le plan du contenu, mais (4) en insistant sur la forme avec le repérage des « gros mots » qu'il utilise. L'appel à publications (*Argotica*, 2013) précise le cadrage du champ d'investigation :

Nous entendons « gros mot » au sens de mot grossier ou trivial, qui manque de finesse, de raffinement, de délicatesse et qui inclut le mot issu de l'argot, du jeu de langage et le mot de niveau de langue familier. Il peut s'agir sur le terrain politique d'une parole offensante, d'une qualification ressentie comme outrageante, d'une interjection grossière, adressée à un adversaire politique, dans un contexte d'insultes, d'invectives, de quolibets, liés aux joutes, aux débats, aux polémiques que la vie politique suscite.

Notre corpus est constitué des chroniques quotidiennes (N=290) de Martineau publiées dans *Le Journal de Montréal*, des billets de son blogue (N=528) et des gazouillis de son compte Twitter (N=262) du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012. Leur analyse permet d'illustrer le français québécois dans sa forme argotique (le *joual*, sociolecte issu de la culture populaire), mais aussi dans sa forme noble grâce à l'utilisation de québécismes.

1. Le locuteur

Richard Martineau (né en 1961) est une personne paradoxale. Il est journaliste, chroniqueur, animateur de radio et de télévision, revendiquant comme statut professionnel un amalgame de ces genres. Il est pendant 20 ans la voix de la gauche urbaine avec ses chroniques dans l'hebdomadaire *Voir*, qu'il dirige pendant six ans. Il quitte ce journal avec ces mots : « *Voir est un hebdomadaire urbain, qui s'adresse essentiellement à une clientèle jeune, branchée. Or, j'ai 45 ans. (...), quand on a 45 ans, on ne pense pas comme lorsqu'on en a 25* » (Martineau, 2006). Il est alors recruté par *Le Journal de Montréal*, le plus important quotidien francophone d'Amérique en termes de tirage.

La population québécoise avoisine 8,1 millions d'habitants, francophones dans une proportion de 78 %¹. Les chroniques de Martineau sont très lues et commentées. Il y adopte une posture populiste de droite : « *Les intellectuels appellent ça du « populisme ». Moi j'appelle ça parler aux gens de choses qui les concernent directement* » (C-05-02-12)².

Ses influences sont françaises, à l'exception de celle de Christopher Hitchens (1949-2011), journaliste anglo-américain souvent cité, dont le leitmotiv et le ton inspirent le chroniqueur québécois : « *Mon opinion personnelle m'est suffisante, et je revendique le droit de la défendre contre tous les consensus, toutes les majorités, de tout temps, en tout lieu, et en tout temps. Et qui-*

conque tenterait de m'enlever ce droit peut prendre un ticket, se mettre dans la file, et m'embrasser le cul » (Hitchens, *Wikipédia*, 2013). L'auteur préféré de Martineau est Émile Zola (B-28-10-12) et il est auditeur de *France Culture* :

Quand je fais de longues distances en auto, j'aime bien écouter (grâce à Internet, qui me permet de télécharger des émissions complètes sur mon téléphone cellulaire) France Culture, la radio publique française. Une station qui diffuse de longues entrevues avec des intellectuels, ça ne court pas les rues.
(C-11-07-12)

Les citations dont il ponctue ses textes reflètent sa *vision du monde* : « *Toute tolérance devient à la longue un droit acquis* » (Georges Clémenceau) (C-12-06-12); « *Rien n'est plus fragile qu'un lien social* » (Bernard-Henri Lévy) (C-10-06-12); « *Ce qui rapproche, ce n'est point la communauté des opinions, mais la consanguinité des esprits* » (Marcel Proust) (C-09-08-12); « *Ce qui met en danger la société n'est pas la corruption de quelques-uns, mais le relâchement de tous* » (Alexis de Tocqueville) (C-01-10-12). Cette *vision du monde* s'inscrit dans la logique de *l'homo homini lupus est, l'Homme est un loup pour l'Homme*, maxime de Rabelais, Montaigne et Hobbes. « *Je suis cynique ? Non : réaliste* » affirme-t-il (C-13-08-12). « *On a beau vivre dans le confort, aimer la culture et défendre des valeurs humaines (...), il suffit de gratter la mince couche de vernis qui recouvre notre personne et donne un lustre à nos rapports sociaux pour que notre nature sauvage remonte à la surface* » (C-10-06-12).

Martineau se réfère souvent à Raymond Aron (1905-1983) et à Renaud Camus (né en 1946). Du premier, il met en exergue son opposition à Mai 68, argumentée dans *La Révolution introuvable : réflexions sur la révolution de mai* (Aron, 1968) : « (...) j'y ai trouvé quelques perles qui – toutes proportions gardées, bien sûr, le « printemps érable » n'étant pas mai 68 – s'appliquent à la situation actuelle » (C-27-05-12).

De Renaud Camus³, il retient l'idée de *décivilisation* marquée par la déculturation des élites et l'irrespect constaté chez les jeunes. Il faut rétablir l'autorité à l'école, l'élève n'est pas l'égal du maître croit Renaud Camus. « *Rétrograde, cette vision de l'éducation ? Je dirais plutôt : nécessaire. Et urgente* » estime Martineau (C-27-02-12).

Les thèmes que privilégie Martineau proposent la critique des élites politiques, des syndicats, de la jeunesse et des artistes; la critique des religions, particulièrement l'Islam; la promotion d'un nationalisme québécois conservateur. Il est au même diapason que ses collègues chroniqueurs du *Journal de Montréal* et que les membres du *Réseau Liberté Québec*, un mouvement libertarien comparable au *Tea Party*. Martineau écrit, à propos de ses collègues chroniqueurs du *Journal de Montréal* :

(...) nous sommes loin d'être des monuments d'objectivité. Nous avons tous penché du même bord lors du conflit, c'est-à-dire à droite. (...) nous ne sommes pas des journalistes, mais des chroniqueurs payés pour émettre des OPINIONS 100% subjectives (...). Le *Journal de Montréal* (...) est une entreprise privée (qui n'a pas) le mandat de refléter l'opinion de TOUS les Québécois, mais celles de ses lecteurs (C-08-07-12).

Au Québec, les chroniqueurs, plutôt que les journalistes, ont la cote et sont rémunérés en conséquence. La convergence des médias fait qu'ils disposent aussi de tribunes à la télévision et à la radio. Les deux principaux groupes à qui appartiennent les quotidiens du Québec, *Québecor* (via la *Corporation Sun Media*) et *Power Corporation* (via *Gesca*), se livrent une lutte pour le lectorat surtout pour l'influence politique que cela apporte. *Québecor* affiche un chiffre d'affaires de 4,4 milliards \$ (2012), appartient à la famille Péladeau, emploie 16 900 personnes et publie *Le Journal de Montréal* (1,3 million de lecteurs)⁴. Son concurrent *La Presse* (1,1 million de lecteurs) appartient à la famille Desmarais; *Power Corporation* a un chiffre d'affaires de 32,9 milliards \$ (2012) et emploie 33 000 personnes. La famille Péladeau est associée à la droite nationaliste (favorable à la souveraineté du Québec), la famille Desmarais à la droite fédéraliste (attachée au lien fédéral canadien)⁵. Il existe un seul quotidien indépendant, plutôt progressiste, *Le Devoir* (0,2 million de lecteurs). Lors du *Printemps érable*, les chroniqueurs du *Journal de Montréal* sont résolument contre les revendications étudiantes, ceux de *La Presse* sont partagés et ceux du *Devoir* soutiennent les étudiants.

2. Le contexte

Les universités du Québec sont toutes publiques, financées par le gouvernement québécois sauf pour une portion de 10 % de leurs budgets associée aux droits de scolarité exigés des étudiants (comparativement à 21 % dans le reste du Canada). Ces droits sont plafonnés afin de rendre accessible l'enseignement supérieur, une volonté constante depuis les années 1960. En 2011, motivé par l'objectif du « déficit zéro », le gouvernement impose une hausse de 75 % des frais de scolarité, soit 1625 \$ de plus par année étalée sur cinq ans. Ces frais sont alors de 2168 \$ par an (environ 1500 €), un des plus bas taux en Amérique du Nord.

Le projet de hausse suscite un tollé et se traduit à compter de février 2012 par une grève générale illimitée des étudiants. L'effervescence favorise alors un élargissement de la crise et une remise en question des politiques néolibérales du gouvernement. Cela provoque une élection anticipée en septembre 2012 et le choix d'un nouveau gouvernement. Les étudiants ont gain de cause et la hausse n'est pas appliquée.

Cette crise politique, le *Printemps érable*, provoque un clivage au sein de la société québécoise. Pour les uns, « *ce qui devait être un calambour à saveur politique est devenu, ici comme à l'étranger, la dénomination par laquelle on a parlé du vaste mouvement de grève étudiante* » (Brisson, 2012 : 10). Pour les autres, « *l'utilisation de cette expression acéricole constitue (...) une insulte pour les populations d'Afrique du Nord qui ont dû endurer ces souffrances* » (Simard, 2013 : 206). Alors que la jeunesse québécoise est considérée apolitique et individualiste, qu'est-ce qui explique cette mobilisation sans précédent ?

D'abord, le contexte international y est propice (Frappier et al., 2012). Les mois qui précèdent le *Printemps érable* sont marqués par la résistance aux politiques d'austérité en Espagne et en Grèce. La population islandaise dit non aux projets gouvernementaux de sauvetage par l'État des banques, suite à la crise financière des *subprimes*. Le *Printemps arabe* enflamme la Tunisie et l'Égypte. La révolte des indignés touche les États-Unis et le Québec avec *Occupy*, un mouvement international d'occupation des espaces publics visant à dénoncer les injustices sociales et économiques. On assiste à « *la renaissance de l'esprit contestataire à une échelle jamais vue au Nord global depuis les années 1960* » (Lévy, 2012 : 171).

Le contexte national est également propice. Le Parti libéral, porté au pouvoir en 2003 sur des promesses de réingénierie de l'État par l'adhésion aux principes du Nouveau management public (Bernatchez, 2011) et de prospérité économique accrue à condition de s'adapter aux règles du marché mondialisé, a échoué dans ses projets. Le gouvernement enregistre en 2011 un taux d'insatisfaction de 78 %. Des actes avérés de corruption l'indisposent. Le *Plan Nord*, vaste opération de relations publiques pour vendre les ressources naturelles du nord québécois, irrite les nationalistes, les écologistes et les progressistes qui voient dans cette manœuvre une stratégie de fin de régime pour enrichir les amis du gouvernement.

Sur le plan de l'enseignement supérieur, la grogne étudiante est palpable depuis la précédente crise de 2005 justifiée par l'intention gouvernementale de transformer en prêts une partie des bourses étudiantes du programme créé en 1966 pour favoriser l'accessibilité financière aux études. Les étudiants gagnent leur combat et adoptent le symbole de leurs luttes à venir, le carré de feutre rouge épinglé sur leurs vêtements, illustrant qu'ils sont « *carrément dans le rouge* » (totalement fauchés). S'ajoute une remise en question du modèle universitaire promu depuis les années 1990. Ce modèle se traduit par une professionnalisation de la formation, visant à servir les intérêts du marché de l'emploi selon la théorie du capital humain (Becker, 1964); une instrumentalisation de la recherche aux fins de servir l'objectif du développement concurrentiel de l'économie nationale dans un contexte de globalisation des marchés (Gibbons et al., 1994); une mission de service à

la collectivité orientée vers la collaboration État-entreprises-universités (Etzkowitz et Leydesdorff, 1997). L'université québécoise passe du référentiel de la République de la science au référentiel de l'économie du savoir (Bernatchez, 2012), situation que déplorent le clan progressiste du mouvement étudiant et les intellectuels engagés.

En février 2012, au moment où les premiers étudiants votent la grève, personne ne prévoit l'ampleur du mouvement, pas même les porte-parole des trois principales associations étudiantes qui se regroupent en un front commun : la *Fédération étudiante universitaire du Québec* (FEUQ) présidée par Martine Desjardins; la *Fédération étudiante collégiale du Québec* (FECQ) représentée par Léo Bureau-Blouin; la *Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante* (CLASSE) avec comme porte-parole Gabriel Nadeau-Dubois. Considérant les positions plus militantes de la CLASSE, Nadeau-Dubois est dénigré par le gouvernement et honni par plusieurs chroniqueurs politiques, dont Richard Martineau⁶.

La chronologie du *Printemps érable* montre une évolution en *crescendo*. En février, les étudiants votent et 300 000 d'entre eux sont en grève le 22 mars lorsqu'une manifestation regroupe 150 000 étudiants à Montréal. Le 22 avril, ils sont 250 000 à manifester. Le 24 avril débutent les manifestations nocturnes quotidiennes (*Une manif par soir jusqu'à la victoire !*). Il y en aura plus de 100. Plusieurs sont infiltrées par des groupes violents ou des policiers en civil, ce qui donne lieu à de la casse et à de la brutalité policière, à des arrestations massives organisées selon le principe de la souricière (518 arrestations lors de la 30^e manifestation).

Une émeute a lieu le 4 mai à Victoriaville où se tient le conseil général du parti politique au pouvoir. Une guerre d'usure s'engage et le gouvernement refuse de négocier. La ministre de l'Éducation démissionne le 14 mai et sa remplaçante opte pour la ligne dure. Une loi spéciale est adoptée le 18 mai, restreignant le droit de manifester et la liberté d'expression. La population se mobilise contre le gouvernement, irritée par cette atteinte aux droits et libertés. Le 19 mai débutent les tintamarres de casseroles : à 20 heures chaque soir, à la grandeur du Québec, des citoyens frappent sur des casseroles pour signifier leur opposition aux politiques du gouvernement. Cela dure un mois. Des négociations ont finalement lieu à la fin mai, mais « *trop peu, trop tard* », selon les porte-parole étudiants. Des élections sont déclenchées en août, remportées le 4 septembre par le Parti québécois. La première ministre élue, Pauline Marois, arbore le carré rouge lors du *Printemps érable*. Elle annonce le lendemain de son élection l'annulation par décret de la hausse des frais de scolarité. Le conflit étudiant prend fin le 8 septembre.

Martineau est un des chroniqueurs qui a le plus dénigré le mouvement étudiant. Un gazouillis publié sur son fil Twitter enrage les étudiants : « *Vu sur une terrasse à Outremont : 5 étudiants avec carré rouge, mangeant, buvant de la sangria et parlant au cellulaire. La belle vie !* » (G-22-03-12). Le 3 mai, lors d'une manifestation nocturne, des gens manifestent près de sa résidence. « *Des manifestants ont brandi une photo géante de ma femme avec comme légende : « Sophie Durocher est une crisse de salope »* » (C-21-10-12). Il reçoit des menaces de mort, réelles ou sur le mode de l'ironie. Un groupe de musique lance un album avec comme titre *Tuer Martineau* écrit en lettres de Scrabble.

3. Le contenu du discours

Richard Martineau est contre les revendications étudiantes : « *On est en train de vivre une crise nationale pour une augmentation de 89 sous par jour ! (...)* Suis-je le seul à trouver que ça n'a aucun maudit bon sens » (C-08-04-12). Il rappelle que selon les sondages, 61 % des Québécois appuient la hausse des frais de scolarité. Il juge que les étudiants agissent par égoïsme : « *Leur devise est : Pas dans ma cour ! Faites payer les autres, pas nous!* » (C-08-04-12). Il donne l'exemple des sacrifices qu'il a lui-même consentis pour s'instruire : « *On vivait à cinq dans un appartement minable et on mangeait des macaronis. (...) Je me suis serré la ceinture, j'ai INVESTI dans mon avenir et, aujourd'hui, je suis heureux d'avoir fait ces SACRIFICES* » (C-25-03-12).

Il tient en piètre estime les revendications étudiantes, « *un salmigondis d'idées creuses et de clichés juvéniles directement sortis des années 70* » (C-16-07-12). Il juge que les étudiants manifestent parce que la mode est à la lutte au capitalisme : « *On enfle une cagoule (...), on scande des slogans révolutionnaires et on combat le système (...). Ça ne tient pas deux secondes, mais c'est full cool* » (C-10-04-12). Il fait un amalgame entre la CLASSE et une organisation criminelle en titrant un extrait de chronique « *Les Soprano* » (C-17-04-12). Il illustre ainsi les manifestations :

Les (carrés) rouges (qui sont contre la hausse), les (carrés) verts (qui sont pour la hausse), les Black Block, les manifestants en bobettes (en caleçons, en référence aux manifestations en sous-vêtements), les délinquants en cagoule, les imitateurs du Che et le cousin niaiseux (stupide) qui ne sait pas pourquoi il proteste, sans oublier le cirque médiatique (...), toute la famille dysfonctionnelle monte à Victo (Victoriaville) afin de tester la résistance de vos vitrines et la patience des agents (de police).

(C-05-05-12)

Martineau trouve grotesque que « *des chroniqueurs aux cheveux gris leur donnent raison et jettent de l'huile sur le feu de leur candeur* » (C-10-04-12). Il

s'étonne de la facilité avec laquelle « les leaders étudiants ont réussi à convaincre les journalistes d'utiliser le vocabulaire du monde du travail lorsqu'ils parlent d'eux » (C-16-04-12). Pour lui, il ne s'agit pas d'une grève, mais d'un boycott de cours, aussi les lignes de piquetage n'ont pas raison d'être et il ne faut pas priver les étudiants qui le souhaitent d'assister à leurs cours. « Un travailleur est un EMPLOYÉ qui est aux ordres du patron, alors qu'un étudiant est un CLIENT du système » (C-16-04-12).

Il juge que les étudiants sont manipulés par « une clique de syndicalistes qui ont recours à des anarchistes anti-capitalistes pour déstabiliser le gouvernement et protéger leurs privilèges » (C-22-05-12). « Combien de temps va-t-on encore laisser une minorité hystérique d'étudiants, financés et encadrés par de grosses centrales syndicales (...), foutre le bordel ? » (C-02-05-12). Les associations étudiantes « ressemblent aux clubs écoles des grosses centrales syndicales. Comme si un de leur buts non avoués était de former la prochain vague d'apparatchiks » (C-19-03-12). Elles dépensent n'importe comment, une association verse même 200 \$ à un groupe anarchiste « pour que celui-ci organise un événement destiné à dénoncer publiquement votre humble serviteur, méchant chroniqueur de droite à la solde d'un journal capitaliste ! » (C-09-05-12).

Le Québec affiche le plus haut taux de syndicalisation en Amérique du Nord : 40 % en 2011, par rapport à 30 % dans le reste du Canada et 13 % aux États-Unis. Il s'agit d'un problème selon Martineau puisque ces organisations nuisent à la productivité des entreprises. Il remet en question la formule RAND qui oblige les travailleurs à financer leur syndicat et déplore que ce soit aussi le cas des associations étudiantes. « Le rôle de l'école n'est pas de permettre aux syndicats de propager leurs idées (...) immobilistes ou de faire du recrutement, c'est de permettre aux enfants d'acquérir des connaissances » (C-14-04-12).

En soutenant la cause étudiante, les artistes se comportent comme un banc de poissons, juge-t-il : « On a l'impression qu'ils nagent tous dans la même direction. Un artiste porte un carré rouge ? Ils vont TOUS porter un carré rouge. So-so-solidarité (...) » (C-14-03-12). Par dérision, certains étudiants trafiquent ce slogan, caractéristique des manifestations au Québec, et scandent plutôt le nom de l'épouse de Richard Martineau : « So-so-Sophie Durocher ». « Des artistes pro-hausse m'ont confié (en secret, sous le couvert de l'anonymat) qu'ils ne se sentaient pas à l'aise d'exprimer ouvertement leurs opinions. Ils avaient peur de perdre leur job, d'être mis au ban de leur communauté » (C-26-06-12). Il déplore : « La loi et l'ordre, ça n'existe plus, au Québec ? Ce sont des notions dépassées ? Facistes ? Capitalistes ? » (C-02-05-12). Il entrevoit une option :

Comme mon amie Joanne Marcotte (cofondatrice du Réseau Liberté Québec) m'a écrit hier : va-t-il falloir que des citoyens ordinaires fassent le travail que les administrations (...) d'universités, trop pleutres, trop molles, trop peureuses,

refusent de faire ? Va-t-il falloir (...) qu'on escorte nous-mêmes les étudiants qui veulent étudier ?

(C-12-05-12)

Il en appelle à « *l'armée de l'ombre* » pour sortir le Québec de cette impasse : « À tous ces gens qui vivent noblement, dans le respect des autres, bravo. (...) Continuez le combat, « *Solidarité mes frères* » comme dirait l'autre. Un jour, vous vaincrez. » (C-29-04-12)

4. La forme du discours

Dans ses chroniques, sur son blogue et dans ses gazouillis, Richard Martineau pratique cet art du « gros mot ». Nous retenons quatre thèmes qui les regroupent : le sacré, la scatologie, la vulgarité et l'insulte.

Le sacré

Il existe un phénomène courant dans la langue orale québécoise, le sacré ou blasphème, qui est un juron mettant en scène un objet ou une réalité religieuse. Le sacré n'est pas la simple transgression d'un interdit religieux, mais la critique d'un ordre social puisque les institutions sont contrôlées par le pouvoir religieux jusqu'aux années 1960 (Vincent, 1982), alors que la *Révolution tranquille* marque l'entrée du Québec dans la modernité.

On observe alors en peu de temps des changements sociaux majeurs, mais sans violence. La désertion massive des églises est un de ces changements. Pichette (1980) distingue trois catégories de sacrés :

- (1) les expressions religieuses authentiques (*Christ que c'est beau !*);
- (2) les mots dérivés (*Crisse-moi la paix !*);
- (3) le sacré suggéré (*Criquer !*).

Martineau n'abuse pas du sacré, mais l'utilise parfois : « *Ils se promènent avec des pancartes pour lutter contre une hausse tout à fait raisonnable, et on les traite comme s'ils étaient Louis-Joseph Papineau. Les nerfs, calvaire !* » (C-11-04-12). « *Calvaire* » est le sacré, « *Les nerfs !* » est l'interjection destinée à enjoindre quelqu'un de se raisonner et Louis-Joseph Papineau (1786-1871) est un symbole fort du nationalisme québécois.

Il est réputé avoir été très intelligent, d'où l'expression « *Ça prend pas la tête à Papineau* » qui signifie qu'une chose n'est pas difficile à comprendre. Martineau reprend parfois dans ses textes les sacrés d'autres personnes, comme ici sur son blogue avec les propos de Stéphane Gendron, autre commentateur politique de droite : « *Les tabarnaks d'étudiants. Les criss, ça va finir dans le sang un moment donné. (...) Câlisse on veut aller travailler bande d'esties de puants sales* » (B-20-03-12).

La scatologie

Martineau rend compte ainsi de la joute verbale sur le *Printemps érable* : « *C'est à qui chiera le plus gros étron verbal* » (C-07-04-12). Il conseille aux aînés dans les maisons de retraite d'imiter les jeunes en dérogeant aux règles : « *Un conseil aux vieux, donc : si vous êtes éceurés de macérer dans votre merde, chiez par terre* » (...) (C-28-04-12).

Considérant la différence de salaires entre les employés de la Société des alcools du Québec (une société d'État qui a le quasi-monopole de la vente de vins et de spiritueux) et les éducatrices de garderies, il prend le parti des éducatrices en argumentant que « *c'est rare qu'un Sauvignon blanc chie dans ses culottes en criant « Maman »...* » (C-13-02-12). Accusant les étudiants de détourner l'expression *Printemps arabe*, il clame : « *Vous pensez que les humoristes libyens (pourraient) chier sur la tête de leurs dirigeants sur les ondes de la télé publique nationale ?* » (C-13-06-12). Il déplore qu'une étudiante anti-grève se fasse traiter de « *mangeuse de merde du câlisse* » (C-28-06-12), alliant le sacré à la scatologie. Il utilise aussi l'expression « *à pisser dans ses culottes...* » (B-25-04-12) pour illustrer une situation très drôle.

La vulgarité

Informé de l'organisation d'une tournée de promotion de la CLASSE dans les régions du Québec, Martineau écrit que « *Gabriel Nadeau-Dubois profitera de son passage pour enseigner à nos compatriotes l'art de tenir le gouvernement par les schnolles* » (C-14-07-12), les « *schnolles* » étant un mot d'argot pour désigner les testicules. « *Déjà qu'on se fait furrer quels que soient les résultats des élections, peut-on choisir la couleur de son Dildo ?* » renchérit-il (C-14-01-12). L'ex-champion de Formule 1 Jacques Villeneuve fait à la veille du Grand Prix de Montréal de juin 2012 une sortie contre les étudiants, qui menacent de perturber l'événement. Il les qualifie de « *fainéants* », « *de mal élevés par des parents qui n'ont jamais appris à dire non* », de « *rebelles sans cause* » et les prévient qu'ils font fuir les riches (Radio-Canada, 2012).

Martineau use d'ironie pour renchérit sur les propos de Villeneuve : « *Ne sais-tu pas que c'est un crime, au Québec, de bien parler et de bien articuler? Ça fait pédant, péteux de broue... (...) FARME TA YEULE* » (*Tais-toi*) (C-09-06-12). Martineau titre aussi une de ses chroniques *La plainte du Fuck*, une référence à une chanson qui n'a rien à voir avec cette expression puisqu'il y est question de la plainte d'un phoque en Alaska : « *Les feux rouges ? Fuck, je les brûle. La TVQ (taxe de vente du Québec) ? D'la merde, je ne la paie pas. La taxe municipale ? Dans l'cul, monsieur le maire* » (C-17-05-12).

L'insulte

Richard Martineau dispose d'un arsenal d'insultes pour qualifier de stupide une personne. Celle-ci est un bozo, « assister, sidéré, à ce défilé de bozos à calotte » (C-19-04-12), un twit, « un twit de l'Alberta décide de piétiner le drapeau du Québec en direct à la télé » (C-19-06-12), un tapon, « il y a toujours une poignée de tapons qui prennent plaisir à dégueuler les pires énormités » (C-19-08-12), ou un zigoto, le maire de Ville Saguenay méritant « de figurer au panthéon des zigotos » (C-16-08-12). Selon lui, on retrouve aux États-Unis des politiciens fous, des « freaks et des crackpots » (C-05-01-12) et au Québec des « cocos » (C-19-01-12) associés à la « gauche gnán-gnán » (C-15-01-12). La ligne est mince entre l'insulte et la moquerie. C'est sur le ton de la moquerie que Martineau parle de « Élisabeth 2 et (de) son fils qui a de grandes oreilles » (C-09-02-12). Se moque-t-il des personnes obèses lorsqu'il écrit : « Au risque de me mettre toutes les associations de gros (pardon : de personnes horizontalement différentes) à dos, (...) » (14-08-12) ? Il affirme que « les détenus « king size » (...) ont droit à des aménagements spéciaux pour reposer leur gros cul pendant leur sentence » (C-30-09-12). Bien qu'il se défende d'y voir quelque remarque raciste, Martineau taquine le nouveau ministre de la Culture et des Communications du Québec, d'origine camerounaise : « Maka Kotto qui fait venir ses 22 conseillers pour se prosterner devant leur nouveau ministre, ça me fait penser au début du Roi Lion, quand on présente Simba et que tous les animaux traversent la jungle pour venir payer leur respect... » (B-12-12-12).

Conclusions

Richard Martineau, chroniqueur politique et polémiste de droite, a un impact considérable sur l'opinion publique du Québec, particulièrement au moment du *Printemps érable* de 2012. Une grève étudiante se transforme en mouvement social qui fait tomber un gouvernement pour le remplacer par un autre, plus conciliant envers les étudiants, mais qui ne rejette pas pour autant la doxa néolibérale. Avec ses attaques à l'endroit du mouvement étudiant, Martineau a l'effet d'un catalyseur. La résistance à ses propos se mesure parfois de manière violente, mais aussi avec humour, comme lorsque des manifestants défilent avec sa figure sur des pancartes, affublé d'un nez de clown. Martineau dit apprécier cet humour, mais en certaines circonstances, il craint pour sa sécurité et celle de sa famille.

Richard Martineau utilise à profusion les « gros mots » de la politique. Il connaît son lectorat. Il sert aussi bien son public de droite dans *Le Journal de Montréal* qu'il servait celui de gauche au temps où il écrivait dans *Voir*, le journal des « bobos » du Plateau Mont-Royal, un quartier branché de Montréal. Est-il un personnage conscient du rôle qu'il doit jouer ou un véritable

apôtre de la droite populiste ? Certains de ses textes sont plutôt ambigus, considérant l'axe politique gauche-droite.

Dans le corpus des écrits analysés, il utilise un lot de québécismes et autres expressions que le lecteur non-québécois aura repérés au fil du texte. Il emploie aussi à l'occasion des expressions *jouales*, un sociolecte issu de la culture populaire. Le *joual* est une langue orale, comme son équivalent acadien, le *chiac*. La langue *jouale* est souvent ponctuée de sacres, mais aussi d'expressions typiques comme les suivantes : « *De kessé ?* » (Quoi ?) (B-07-11-12); « *C'est pas vargeux* » (cela ne fait pas grande impression) (C-17-01-12); « *On veut pas le sawère, on veut le wère !* » (On ne veut pas le savoir, on veut le voir) (C-13-03-12). Nonobstant l'accent, la langue québécoise a ses couleurs sur lesquelles on insiste, lorsqu'entre nous, mais que l'on dissimule lorsque mis en relation avec l'Autre.

NOTES

- ¹ Les statistiques proviennent de sources primaires : Gouvernement du Québec, Statistique Canada, rapports annuels de compagnies, sondages indépendants.
- ² Les références se déclinent ainsi : C pour chronique, B pour blogue et G pour gazouillis. Les chiffres indiquent la date (jour-mois-année).
- ³ Renaud Camus donne son appui au Front national lors des élections présidentielles françaises de 2012 (Camus, 2012).
- ⁴ Il s'agit de l'empreinte totale du journal, une mesure considérant les plateformes papier, Web et mobile.
- ⁵ Paul Desmarais (1927-2013) reçoit chez lui en 1995 Nicolas Sarkozy pour le conseiller sur une stratégie d'accès au pouvoir (Robitaille, 2008).
- ⁶ En 2013, Martine Desjardins est chroniqueuse et donne souvent la réplique à Richard Martineau sur différents enjeux de société ; Léo Bureau-Blouin devient le plus jeune député de l'Assemblée nationale du Québec, élu en septembre 2012 sous la bannière du Parti québécois qui forme le nouveau gouvernement minoritaire ; Gabriel Nadeau-Dubois étudie la philosophie et signe en octobre *Tenir tête*, un ouvrage qui relate les dessous du *Printemps érable* (Nadeau-Dubois, 2013).

BIBLIOGRAPHIE

- ARGOTICA (2013). « Appel à publications ». *Online*. URL : <http://cis01.central.ucv.ro/litere/argotica/Argotica_Fr.html>. Consulté le 30.11.2013.
- ARON, R. (1964). *La Révolution introuvable : réflexions sur la révolution de mai*. Paris : Fayard.
- BECKER, G.S. (1968). *Human Capital. A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education*. New York : Columbia University Press.

- BERNATCHEZ, J. (2011). « L'accès au diplôme universitaire en contexte de Nouveau management public ».
- (2012). « De la République de la science à l'économie du savoir. Cinquante ans de politiques publiques de la recherche universitaire au Québec ». *Cahiers de recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° 11.
- CHENARD, P. et al. *L'accès aux études postsecondaires. Un projet inachevé*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- BRISSON, P.-L. (2012). *Après printemps*. Montréal : Essai libre.
- CAMUS, R. (2012). « Nous refusons de changer de civilisation ». *Le Monde*. Online. URL : <http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/04/19/nous-refusons-de-changer-de-civilisation_1687967_3232.html>. Consulté le 30.11.2013.
- FRAPPIER, A. et al. (2012). *Le printemps des carrés rouges*. Montréal : M Éditeur.
- LÉVY, A. (2012). « De la montée des *Indignados* à Occupons Wall Street : l'aube d'une nouvelle ère de protestation dans le Nord global ». *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, n° 8.
- GIBBONS, M. et al. (1994). *The New Production of Knowledge : the Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*. London : Thousand Oaks.
- ETZKOWITZ, H. & L. LEYDESDRORFF (1997). *Universities and the Global Knowledge Economy: A Triple Helix of University-industry-government Relations*. London : Pinter.
- MARTINEAU, R. (2006). « Rideau ». *Voir*, 16 nov. Online. URL : <<http://voir.ca/chroniques/ondes-de-choc/2006/11/16/rideau>>. Consulté le 30.11.2013
- NADEAU-DUBOIS, G. (2013). *Tenir tête*. Montréal : Lux.
- PICHETTE, J.-P. (1980). *Guide raisonné du juron*. Montréal : Éditions de l'Homme.
- RADIO-CANADA (2012). « Jacques Villeneuve dit aux manifestants d'arrêter de faire les fainéants ». Online. URL : <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/06/07/004-villeneuve-manifestation-etudiants.shtml>>. Consulté le 30.11.2013.
- ROBITAILLE, L-B. (2008). « Paul Desmarais reçoit la grande croix ». *La Presse*, 16 février, A-5.
- SIMARD, M. (2013). *Histoire du mouvement étudiant québécois*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- VINCENT, D. (1982). *Pressions et impressions sur les sacres au Québec*. Québec : Office de la langue française.
- WIKIPÉDIA (2013). *Christopher Hitchens*. Online. URL : <http://fr.wikipedia.org/wiki/Christopher_Hitchens>. Consulté le 30.11.2013.